



## ALLEMAGNE

### CONTEXTE ET GOUVERNANCE

#### CONTEXTE

Il n'existe pas de définition officielle de la précarité énergétique en Allemagne. Les politiques traitent de la **pauvreté au sens large, sans reconnaître une dimension spécifique à l'énergie**. Ces politiques aident les ménages les plus précaires avec le **revenu minimum vital (loi Hartz IV, 2005)**, incluant entre autres une aide forfaitaire pour l'électricité et les frais de chauffage. Mais elles n'incluent pas de mesures dédiées à lutter contre la précarité énergétique.

**2006** : émergence de la notion de précarité énergétique avec le [rapport sur les impacts sociaux des hausses des prix de l'énergie](#).

**Depuis 2010** : la transition énergétique (« Energiewende ») pose la question du financement de l'électricité d'origine renouvelable (Loi EEG) et a des répercussions notables sur les prix de l'énergie. Ce qui accentue le problème de la précarité énergétique, surtout envisagée sous l'angle des prix de l'électricité. L'objectif affiché du gouvernement est ainsi d'[assurer des prix abordables de l'énergie](#).

Les mesures au niveau fédéral s'orientent principalement sur **l'accès à l'énergie**. Elles incluent, entre autres, un accompagnement et des prêts pour les ménages ayant des impayés de facture et menacés de déconnexion. Les **déconnexions et coupures** d'électricité et/ou de gaz (« Strom- und Gassperren ») sont elles-mêmes strictement encadrées par la loi (**StromGKV** pour l'électricité, **GasGKV** pour le gaz). Leur évolution est suivie par le Ministère de l'économie et de l'énergie (BMWi) et l'Agence Fédérale des Réseaux (BNetzA) dans un [rapport de suivi annuel](#). Des incitations financières promeuvent les actions d'économies d'énergie (surtout pour la rénovation des logements), mais sans cibler les ménages les plus précaires.

#### ACTEURS ET DISPOSITIFS

A l'échelle fédérale, le **Ministère de l'économie et de l'énergie (BMWi)** est en charge des réformes liées à l'énergie, et s'assure du prix raisonnable des énergies. Concernant la précarité énergétique, il finance le programme des [chèques énergie](#) (voir encadré) avec le Ministère de l'environnement (**BMU**). L'Agence Fédérale des Réseaux (**BNetzA**) est responsable du respect des droits des consommateurs sur les marchés de l'électricité et du gaz.

Les **régions** (Länder) et **communes** ont développé des approches complémentaires.

Les **nombreuses associations de consommateurs régionaux** ([Verbraucherzentrale VZ](#), [Bund der Energieverbraucher](#), etc.) et **organismes caritatifs** ([Caritas](#), etc.) jouent aussi un rôle central : elles conseillent et accompagnent les ménages pour leurs questions liées à l'énergie (changement de fournisseur, tarifs, droits du consommateur et gestion des coupures, soutien financier) ou apportent des aides financières aux ménages les plus vulnérables menacés de coupure d'électricité ou de gaz, en partenariat avec les **fournisseurs et distributeurs d'énergie**, les **centres pour l'emploi** ou les **services sociaux**.

#### LE SERVICE DE CONSEIL EN ÉNERGIE DES ASSOCIATIONS RÉGIONALES DE CONSOMMATEURS

Les associations de consommateurs (Verbraucherzentrale, VZ) sont des **organismes à but non lucratif** qui, sur la base d'un mandat de l'État, assurent la protection des consommateurs et fournissent des **services de conseil** sur des thématiques données. Pour l'énergie et les économies d'énergie, ces centres sont entre autres le relais opérationnel du Ministère de l'économie et de l'énergie, qui subventionne les services de conseil en énergie par le biais d'un **programme national de « chèques »** décrits ci-dessous. **Les prestations sont gratuites pour les ménages les plus modestes.**

#### Objectifs :

- Optimiser la consommation d'énergie des ménages grâce à des **services de conseils personnalisés** :
  - Réduction des factures d'électricité et de chauffage ;
  - Performance thermique des logements (rénovation et construction neuve).

#### Fonctionnement :

- Plus de 600 conseillers en énergie, et 900 centres de conseil à travers le pays, depuis 1978
- Environ 140 000 consommateurs accompagnés par an, dans les centres ou chez eux (visites sur site)
- Différents types de prestations subventionnés :
  - **Chèque de base** (Basis-Check) : gratuit pour tous, pour une analyse de la consommation d'électricité et de chauffage, des équipements domestiques et des gestes simples d'économies.
  - **Chèques thématiques** : chèque chauffage (Heiz-Check), chèque solaire thermique (Solarwärme-Check), chèque bâtiment (Gebäude-Check), chèque intervention individuelle (Detail-Check) : analyse technique des équipements et des possibilités d'économie d'énergie identifiées lors d'une visite sur site. Les **subventions** permettent de limiter le coût d'une intervention à 30€, et une **gratuité pour les ménages modestes**.

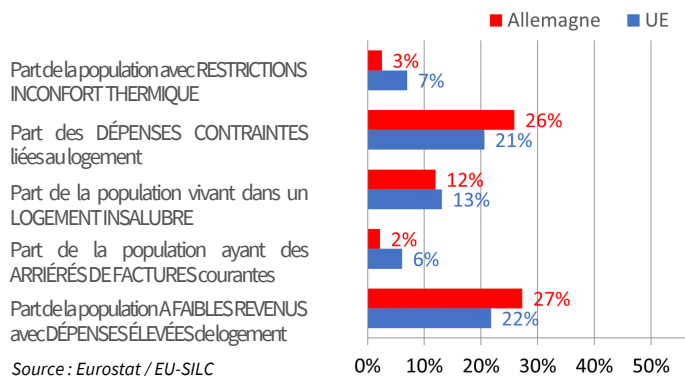
# STATISTIQUES



## ALLEMAGNE

- Population: **83 millions** (2019)
- Revenu équivalent médian : **23 505 €/an** (en euros courants, 2019)
- Nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté : **12,3 millions** (2019)
- Climat : **continental**
- Dépense annuelle moyenne en « électricité, gaz et autres combustibles » par habitant (consommations liées au logement) : **820 €/an** (en euros courants, 2019)

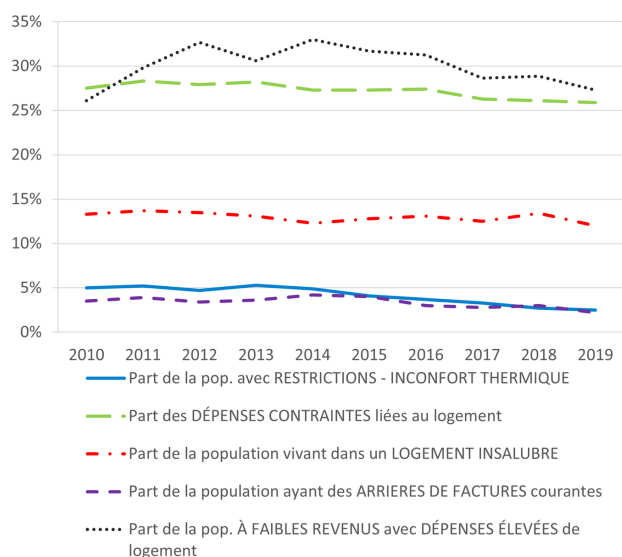
### COMPARAISON À LA MOYENNE EUROPÉENNE EN 2019



Les performances de l'Allemagne en matière de précarité énergétique sont **mitigées** par rapport à l'UE. Les **indicateurs liés au logement sont un peu meilleurs** : 3% de la population allemande déclare souffrir d'inconfort thermique en 2019 (moyenne UE : 7%), quand 12% vit dans un logement insalubre (UE : 13%). Mais la **situation est contrastée** car les **ménages les plus modestes sont plus durement touchés** : parmi les ménages dont le revenu est inférieur à 60% du seuil médian, 8% ne peuvent chauffer leur logement convenablement (UE : 5%).

**Les indicateurs liés aux dépenses des ménages sont moins bons que l'UE** : les dépenses contraintes liées au logement représentent 26% des revenus des ménages allemands (UE : 21%). La part des ménages modestes ayant des dépenses élevées de logement est de 27% (UE : 22%). Cet écart se creuse si l'on considère les ménages aux plus faibles revenus (1er quintile) : près de 42% (UE : 34%). **Exception notable, la part de la population ayant des impayés de factures courantes demeure l'une des plus faibles d'Europe**: 2% (UE : 6%).

### TENDANCES 2010-2019

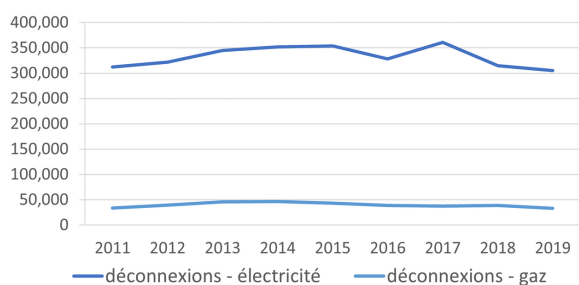


Par rapport à 2010, les indicateurs montrent une **amélioration très progressive** : la **part de la population dans l'incapacité de se chauffer convenablement a été divisée par deux**. Depuis 2014, la part des ménages les plus modestes avec de fortes dépenses de logement diminue, en partie du fait de la baisse des prix de l'énergie, le gaz étant moins cher que dans le reste de l'UE.

**Depuis 2015, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a diminué** (12,3 millions en 2019). La précarité énergétique touche davantage les locataires et les ménages vivant en appartement ([EPOV, 2020](#)).

Depuis 2000, les progrès en matière d'efficacité énergétique dans les logements sont plus marqués en Allemagne qu'en UE ([ODYSSEE](#)), en partie grâce aux politiques visant à accélérer la rénovation thermique ou la construction de bâtiments avec une bonne performance énergétique. Mais celles-ci sont rarement ciblées sur les ménages vulnérables.

### DONNÉES NATIONALES



Source : [Bundesnetzagentur](#). Note : changement de périmètre statistique à partir de 2015.

300 000 à 360 000 **déconnexions en approvisionnement d'électricité** ont lieu chaque année, avec un pic en 2017 et une **forte baisse** depuis (-8%/an).

Pour le gaz, on compte 33 000 à 46 000 déconnexions annuelles. Cet indicateur s'améliore fortement en 2019 (-14%), soit son plus bas niveau historique (similaire à 2011).

Avec la **Covid-19**, les conditions réglementaires pour autoriser les coupures d'électricité ou de gaz ont été modifiées, et plusieurs fournisseurs d'énergie ont **suspendu les déconnexions**. Une baisse de ces indicateurs sur 2020 est donc prévisible. Ce qui ne reflètera pas nécessairement une amélioration de la situation des ménages en précarité énergétique au regard de ce contexte particulier.

# POLITIQUES NATIONALES

## POLITIQUES D'AIDES À L'ÉNERGIE, D'AIDES À LA PIERRE ET AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

	DISPOSITIF	CIBLE (RÉSULTATS)	Autres informations
Aides à l'énergie	<b>Prêts pour le paiement des arriérés d'électricité et de gaz</b> (depuis 2014) : soutien financier par les gouvernements fédéral et régionaux.	Tous les ménages bénéficiant des aides sociales ou au chômage peuvent faire une demande. Accompagnement par les centres d'emploi locaux ou les centres sociaux.	Remboursement par prélèvement mensuel de 10% de la somme totale due sur les aides versées.
	<b>Allocation logement</b> («Wohngeld») (depuis 2009) : prestation sociale couvrant les dépenses de chauffage.	Tous les ménages à faibles revenus sont ciblés. Environ 1 million de bénéficiaires en 2010, autour de 500 000 en 2019.	Depuis 2020, nouveaux montants des aides au chauffage selon la taille des ménages (14,4 à 29,4€/m <sup>2</sup> ).
Aides à la pierre & économies d'énergie	<b>Services locaux de conseil en économie d'énergie</b> (chèque de base ou chèques thématiques) (depuis 1978).	Env. 100 000 ménages bénéficiaires par an. Mis à disposition de tous les ménages, prestations gratuites pour les ménages modestes depuis 2019. (Valeur du chèque de base : 180€).	Financés par le Ministère de l'économie et de l'énergie, et mis en œuvre par les associations locales de consommateurs.
	<b>Loi sur le logement abordable</b> (WoFG) (2002) : programmes de financement régionaux de construction/rénovation pour les ménages à faibles revenus et les familles nombreuses.	Subventions sous forme de prêts à taux réduit ou d'aides financières pour la construction / rénovation de logements performants. L'objectif est de maintenir les loyers nets à un taux socialement acceptable malgré les coûts engagés.	Critères d'accès et soutien variés selon les régions (prêts à taux réduit, subventions, etc.).
	<b>Bonus climat</b> (depuis 2007): basé sur le «modèle de Bielefeld», favorise l'accès à des logements performants pour les ménages modestes.	Prime pour un logement performant par la prise en compte de la qualité énergétique dans le calcul du plafond de l'aide au logement pour les locataires bénéficiaires de l'aide sociale.	Dispositif en place à Bielefeld (2007-2019), puis développé dans le pays : Solingen, Berlin, ...

## INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES

TYPE D'INITIATIVE	EXEMPLE(S)
<b>Initiatives locales d'accès à l'énergie</b>	Accompagnement au paiement des factures d'énergie par de multiples <b>associations de consommateurs</b> (" <a href="#">Enercity Härtefonds Hannover</a> "), <b>limitateurs de puissance</b> ("1.000 Watt Lösung für Köln"), <b>compteurs pré-payés</b> de <a href="#">EnergieRevolve GmbH</a> .
<b>Programmes locaux de conseil en économie d'énergie</b>	Conseils délivrés par de nombreuses <b>associations de consommateurs régionales</b> (par ex., en Rhénanie du Nord Westphalie, prévention des dettes d'énergie à Nuremberg).
<b>Initiatives ciblées sur des publics spécifiques</b>	Services de conseil en énergie en langues étrangères pour les migrants à <b>Hannovre</b> , formation en économies d'énergie pour les concierges d'immeubles par le promoteur <b>Gewoba</b> à Brême. ( <a href="#">Voir rapport Ecuba</a> )

### ZOOM sur

### **La Rhénanie du Nord Westphalie lutte contre la précarité énergétique** ("[NRW Bekämpft Energiearmut](#)")

**verbraucherzentrale** *Nordrhein-Westfalen*

L'association de consommateurs VZ NRW (Verbraucherzentrale) est le centre de conseil aux consommateurs de la région de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW).

En 2012, elle a lancé un programme de lutte contre la précarité énergétique. La VZ NRW propose des services juridiques et budgétaires qui sont gratuits pour les foyers menacés de coupure d'énergie, et travaille en partenariat avec les fournisseurs d'énergie locaux et des organismes tels que Caritas. Le programme d'accompagnement se déroule dans plus de 10 villes différentes (Aix-la-Chapelle, Bielefeld, Bochum, Dortmund, Duisburg, Gelsenkirchen, Cologne, Krefeld, Mönchengladbach, Velbert ou Wuppertal). Plus de 7700 ménages ont reçu une aide depuis 2012 afin de trouver une alternative (médiation avec le fournisseur, conseils en gestion de budget...). Ce programme est financé par le ministère régional de l'environnement (3 millions d'euros sur 2012-2018).

En 2017, le projet a été élu meilleur « Projet d'innovation sociale » au niveau européen.

# OPÉRATIONS EXEMPLAIRES

**Chèque d'Économie d'Électricité de Caritas** ("StromsparCheck Aktiv", conseils et actions d'économies d'énergie avec visite sur site ; depuis 2008)

Développé par Caritas Allemagne en partenariat avec l'Association Fédérale des Agences Energie-Climat, coordonné par l'Agence Berlinoise de l'Énergie et financé par le Ministère fédéral pour l'environnement dans le cadre de l'Initiative Nationale de Protection du Climat.



**Objectifs** : Réduire les dépenses d'énergie des ménages modestes, et favoriser l'insertion professionnelle des chômeurs de longue durée.

**Approche** : Visite sur site gratuite pour mesurer et analyser les usages de l'énergie (1ère visite) ; fournir un plan d'économies d'énergie (conseils ciblés) et installer des équipements peu coûteux d'économies d'énergie et d'eau tels que des LED, pommes de douche économes ou multiprises à interrupteur (2ème visite) ; et suivre les effets après un an (3ème visite, optionnelle). Les participants peuvent aussi bénéficier d'un coupon de 100€ pour acheter un réfrigérateur performant (classe A+++), si leur réfrigérateur a plus de 10 ans et que le nouveau économiserait au moins 200 kWh/an. Le dispositif est ciblé sur les ménages qui reçoivent des aides sociales (par ex., allocations chômage, enfant ou logement, aide aux besoins de base).

Un autre composant clé est la formation de chômeurs longue durée pour être conseillers énergie dans le dispositif.

**Résultats** : L'initiative a débuté en 2008 avec des projets locaux et s'est étendue progressivement dans le pays, avec maintenant plus de 1 000 conseillers dans plus de 150 villes. Sur 2009-2019, environ 350 000 ménages modestes ont bénéficié du chèque d'économie d'électricité. En moyenne, les participants peuvent économiser 150 à 300€/an. 20% des conseillers-énergie formés ont trouvé un emploi.

**SoKo Energiewende** (programme de recherche ; 2013-2016)

Coordonné par le Centre pour la Recherche Économique (ZEW), et financé par le Ministère fédéral pour l'éducation et la recherche.



**Objectif** : Étudier les conséquences socio-politiques de la transition énergétique en Allemagne, et identifier les possibles interactions critiques entre les politiques énergétiques et sociales.

**Approche** : Études incluant des analyses des effets distributifs des politiques de transition énergétique, des liens entre privation matérielle et consommation d'énergie ; création d'un réseau de recherche interdisciplinaire axée sur les politiques sociales, énergétiques et climatiques sous un angle de justice.

**Résultats** : Le programme a montré que la transition énergétique et l'augmentation des prix de l'énergie qui en a résulté ont eu des effets distributifs nettement différenciés, au détriment des ménages les plus vulnérables.

Les analyses ont permis d'identifier le comportement de différentes catégories de ménages confrontés à la hausse des prix de l'énergie.

Le programme a aussi estimé qu'environ 10 % des ménages allemands étaient en situation de privation liée à l'énergie et a constaté que l'État-providence allemand contribue considérablement à la lutte contre la précarité énergétique.

**EnergieRevolve Düren** (pré-paiement, depuis 2018)

Filiale de la régie municipale de Düren.



**Objectif** : Fournir une offre flexible permettant aux ménages de gérer leur budget électricité et de choisir de l'électricité verte.

**Approche** : La filiale propose de l'électricité verte via des compteurs pour prépaiement qui peuvent être rechargés via internet ou une application mobile, et donc avec grande flexibilité. L'offre requiert de remplacer l'ancien compteur.

Les utilisateurs peuvent choisir les montants à créditer et visualiser leur consommation en temps réel. Ils reçoivent des notifications lorsque leur crédit approche de l'expiration. Ils peuvent payer par PayPal, carte de crédit, débit direct ou virement bancaire. Les proches ou les donateurs peuvent aussi les aider plus facilement à payer leurs frais d'électricité.

**Résultats** : L'offre a été testé à Düren en 2018 avant d'être disponible dans d'autres villes (Aachen, Heinsberg, etc.) à partir de 2019, avec l'objectif de s'étendre à tout le pays. En juin 2021, EnergieRevolve fournit environ 1 000 clients. EnergieRevolve a réalisé une enquête interne évaluant que ses clients auraient réduit leur consommation d'électricité de 14 à 19 % au cours de leur première année d'utilisation de ce service.

## Sources d'information (voir aussi l'annexe documentation)

- [Ministère de l'Économie et l'énergie](#) (BMWi)
- [Rapports de suivi](#) de l'Agence fédérale des réseaux (BundesNetzAgentur)
- [Plan national énergie et climat](#) de l'Allemagne (voir sections 2.4.4 et 3.4.4)
- [Pages sur l'énergie](#) sur le site de la **fédération des associations de consommateurs**
- [Stratégie long terme de rénovation](#) de l'Allemagne (voir section 2.4.4)
- **Verbraucherzentrale, VZ**